

**Communiqué de presse de Jean-Louis Chauzy**

Président d'Eurosud TEAM  
Président du CESER Occitanie

Toulouse, le 28 avril 2021

***L'Etat confirme son financement à hauteur de 4,1 milliards d'Euros  
pour la LGV Bordeaux-Toulouse ainsi que le lancement de l'enquête publique de  
Montpellier-Béziers avant fin 2021.***

Après plus de 25 ans de travail aux côtés des collectivités et des acteurs socio-économiques, des pauses, des doutes, le grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO – LGV Bordeaux-Toulouse) vient de connaître un tournant décisif avec la confirmation par le Premier Ministre Jean Castex, le 27 avril, de l'engagement de l'Etat à financer le projet à parité avec les collectivités, c'est-à-dire à hauteur de 4,1 milliards d'Euros. Dans son courrier adressé à la Présidente de la Région Occitanie et au Président de la Métropole de Toulouse, le Premier Ministre précise également qu'une contribution européenne sera recherchée à hauteur de 20% du coût total du projet.

**C'est la première fois depuis le début du projet dans les années 95 que l'Etat exprime aussi fermement son appui au projet et son accord pour le financer.**

Le sujet clef du montage financier qui demeurait le dernier obstacle à franchir est désormais levé. Le Premier Ministre ajoute que les discussions en cours sur les conditions de création de la société de financement destinée au portage du projet, devraient aboutir **avant la fin de l'été 2021** et que l'ordonnance autorisant sa création sera prise **avant la fin du premier trimestre 2022**.

C'est l'aboutissement de nombreuses années d'un travail collectif et constant aux cotés des collectivités et de nombreux acteurs socio-économiques pour Eurosud TEAM qui a œuvré sans relâche pour que ce projet soit maintenu dans les priorités nationales, puis soit intégré dans les corridors prioritaires européens mais aussi pour que le modèle juridico financier de la Société du Grand Paris soit adapté et accessible aux collectivités qui le souhaitent pour accélérer la réalisation de certains grands projets d'intérêt général.

**Même la crise sanitaire n'aura pas eu raison de notre détermination car ce projet a tous les atouts face aux urgences climatiques, économiques et sociales. C'était une question d'équité territoriale et de respect des engagements de l'Etat.**

Nous avons accompagné le lobbying des collectivités auprès du Premier Ministre et du Président de la République avec le soutien de Bruno Cagné, Président de la Fédération des Travaux Publics et du Conseil d'Orientation des Infrastructures.

Nous remercions chaleureusement Jean Castex d'avoir été le Premier Ministre de la décision, faisant ainsi respecter l'engagement du Président de la République en faveur du projet.

Le président  
Jean-Louis CHAUZY

